

Article du 28 octobre 2010

## Remaniement dans l'arène

Carnicerito de Bracamonte, qui n'existe pas, va, à côté de «torero», pouvoir écrire «artiste» sur sa carte de visite. Le 13 octobre, la fine fleur des toreros, El Cid, Ponce, Manzanares, El Juli, Perera, Talavante et Cayetano, a été reçue par le ministre de l'Intérieur (maintenant vice-président du gouvernement espagnol) Alfredo Pérez Rubalcaba. Ils sont sortis une heure plus tard de la réunion culturellement oints. Le ministre venait de leur assurer qu'il ne voyait pas d'inconvénient à ce que la corrida, jusque-là et depuis toujours sous la tutelle de son ministère, passe sous celle du ministère de la Culture.

**Clic-clac.** C'est une vieille revendication. José Mari Manzanares, porte-parole du G7 taurin, a expliqué que la fiesta jouirait d'une meilleure diffusion dans la société et a affirmé : «La culture est un lieu qui nous appartient.» Le ministre n'a pas hésité à se faire prendre en photo avec les sept toreros qui s'étaient autochoisis pour représenter la profession. Au contraire à sa collègue de la Culture, Angeles González Sinde, qui les avait reçus quelques jours plus tôt. Elle avait refusé le clic-clac Kodak mais les avait assurés de son soutien. A l'occasion de l'interdiction de la corrida par le parlement catalan, elle avait attesté être aficionada et que la tauromachie était «bien évidemment de la culture». Simon Casas a déclaré que c'était «un jour historique et le seul moyen de protéger la corrida dans le moment critique qu'elle traverse» et El Juli que «l'image de la corrida s'améliorerait». Elle en a bien besoin.

A ce propos, le novillero mexicain Diego Silveti fait en ce moment avec sa cuadrilla depuis O'Cebreiro (région de Lugo), le pèlerinage de Compostelle, 260 kilomètres à pince pour remercier l'apôtre de sa temporada 2010 et lui demander à l'oreille qu'il mette un terme aux attaques contre la fiesta. Les militants du Parlamento Antitaurino contra el Maltroto Animal l'ont, eux, mauvaise. Ils ont protesté contre ce qu'ils voient comme un appui du gouvernement socialiste à la corrida et ont, avec une grande élégance morale, fait remarquer que des spectacles comme celui des nains de la troupe du Bombero Torero devraient alors être considérés à l'instar de ceux de la Compagnie nationale de théâtre classique, ce qui «serait ridicule». Bref, le pétomane sur la scène de la Comédie Française.

**Contradictions.** Outre son importance gratifiante, le passage à la Culture a fait dresser l'oreille des organisateurs de corridas. Elles sont en Espagne taxées à 18%; comme spectacle culturelle, elles pourraient l'être à 8%. Et recevoir des subventions. Sur ce qui pourrait apparaître comme un soutien des socialistes espagnols à la fiesta, il faut nuancer et pointer les contradictions. Ainsi le groupe socialiste au Parlement ne votera pas la proposition du Partido Popular (opposition de droite) de faire de la course de toros un «bien culturel». Dans la pratique, vu l'existence de gouvernements régionaux, ce transfert n'est pas une mince affaire administrative. Il existe en effet 17 règlements taurins, un par région, et le responsable de la Culture de chacune va devoir adapter le bébé à sa juridiction. Sauf le gouvernement de Castille et Léon, qui a décidé de garder la corrida à l'Intérieur.

Affaire compliquée. La tauromachie mord en effet sur différents domaines : le tourisme, l'ordre public, l'agriculture. Quid par exemple de la désignation des présidents de course, assurée jusque-là par des représentants de l'autorité publique, mais qui pourront

désormais être choisis parmi des aficionados après une formation universitaire d'un an ? D'ores et déjà le ministère de l'Intérieur a établi qu'il garderait son pouvoir de sanction sur la fraude de l'afeitage. Celui de l'agriculture continuera à chapeauter les ganaderias.

De son côté, Angeles González Sinde a précisé que la captation de la corrida par son ministère avait surtout une importance symbolique. Des réunions techniques entre les deux administrations vont mettre en œuvre cette «révolution culturelle» pour qu'elle soit opérante dès 2011. Une révolution contestée par des taurins eux-mêmes. Avant le fameux 13 octobre, Luis Francisco Esplá avait, dans une interview au quotidien la Razón, marqué ses réticences. La première étant «de rendre à la tauromachie sa vitalité parce qu'en ce moment elle est comme un agonisant qu'on transférerait à l'hôpital pour qu'il y expire». Le journaliste Paco March conseillait, lui, de la passer, vu son état, au ministère de la Santé. Le directeur de l'École de tauromachie de Madrid flaire une «manœuvre politique» et Joselito a estimé que «la culture n'est pas la solution». Des aficionados voient même dans cette décision «le commencement de la fin de la corrida» et la mainmise des toreros vedette sur le système. Leur crainte : que des aigrefins aient le champ libre pour développer, impunément, la fraude, le ministère de la Culture n'ayant pas le pouvoir suffisant pour les contrôler.

**Entourloupe.** Sous le titre «Les toros à la Culture ? Non s'il vous plaît», Antonio Burgos, chroniqueur sévillan du quotidien ABC, y va lui aussi de sa philippique : «Vous imaginez la tauromachie entre les mains du corps des directeurs de musée ou des spécialistes en archives ?» Lui aussi craint les petits arrangements entre amis des chevaliers de l'entourloupe à cornes : «Messieurs les figuras du toreo, plutôt que mettre la fiesta à la Culture, il faut foutre dehors tous les sans vergogne qui sont dedans, je peux si vous le voulez donner des noms, et nettoyer de Jerez à Bilbao. Parce que, plus que les antitaurins, ce sont eux les ennemis de la fiesta et ceux qui la détruisent.» En un mot, bien ramoner pour éviter l'incendie. Judicieux : le ministère espagnol de la Culture loge, à Madrid, rue des Sept-Cheminées.

**Jacques Durand**